

CITIZEN

AFGHANISTAN

Tout sauf sûr

Amnesty International/woxx

La Chambre des députés a donné son approbation pour un accord de coopération entre l'Union européenne et l'Afghanistan, portant notamment sur la reprise de migrant-e-s expulsé-e-s. Dans son rapport 2017/2018, Amnesty International fait pourtant état d'une situation catastrophique dans ce pays.

En Afghanistan, la poursuite du conflit qui oppose des « éléments anti-gouvernementaux » aux forces progouvernementales s'est traduite par des atteintes généralisées aux droits fondamentaux de la population civile. Parmi les « éléments antigouvernementaux » figurent les talibans et le groupe armé État islamique (EI), mais plus de 20 groupes armés sont actifs dans le pays.

À la fin du mois de septembre, la MANUA (Mission d'assistance des Nations unies en Afghanistan) a recensé 8 019 victimes civiles (2.640 mort-e-s et 5.379 blessé-e-s), soit une légère baisse globale par rapport à la même période de 2016. Cependant, le nombre de femmes tuées ou blessées a augmenté de 13 pour cent. Les forces progouvernementales - à savoir les forces de sécurité nationales, la police locale, les groupes armés progouvernementaux et les forces militaires internationales - sont responsables d'environ 20 % des victimes civiles.

Le bilan des attentats-suicides orchestrés par des groupes armés dans des zones fréquentées par des civils est d'au moins 382 morts et 1.202 blessés.

Violences faites aux femmes

Le ministère des Affaires féminines a par ailleurs signalé une recrudescence des violences liées au genre visant des femmes, en particulier dans les zones contrôlées par les talibans.

Au premier semestre, la Commission indépendante des droits de l'homme en Afghanistan a recensé des milliers de cas de violences infligées à des femmes et des filles sur l'ensemble du territoire, notamment des coups, des homicides et des attaques à l'acide. Sur fond d'impunité et d'absence d'enquêtes, ces actes sont encore rarement signalés en raison des pratiques traditionnelles, de la stigmatisation et de la crainte des conséquences pour les victimes.

Des groupes armés se sont rendus coupables de violences liées au genre, d'actes de torture et d'autres mauvais traitements, ainsi que d'autres atteintes aux droits humains, infligeant des châtiments corporels à des femmes soupçonnées d'avoir eu des relations sexuelles hors mariage ou d'être des travailleuses du sexe. La MANUA a également constaté que des groupes armés tentaient de restreindre l'accès des filles à l'éducation.

2,6 millions de réfugié-e-s

En 2017, quelque 2,6 millions de réfugié-e-s afghans vivaient dans plus de 70 pays du monde. Environ 95 pour cent d'entre eux/elles se trouvaient dans deux pays, l'Iran et le Pakistan, où ils et elles étaient victimes de discrimination et d'attaques racistes et étaient confrontés à l'absence d'infrastructures de base et au risque d'expulsion collective. Entre 2002 et 2017, plus de 5,8 millions d'Afghan-e-s sont rentré-e-s dans leur pays, souvent renvoyé-e-s contre leur gré par d'autres États.

Le Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA) a déclaré que quelque 437.907 personnes avaient été déplacées par le conflit

rien qu'en 2017, ce qui portait à plus de deux millions le nombre total de personnes déplacées à l'intérieur du pays. Malgré les engagements des gouvernements afghans successifs, les personnes déplacées ne disposent toujours pas d'un logement convenable ni de suffisamment de nourriture et d'eau, et n'ont pas un accès suffisant aux soins médicaux, à l'éducation et à l'emploi.

Les droits humains piétinés

La vie et la sécurité des défenseur-e-s des droits humains sont constamment menacées. Cette année encore, dans tout le pays, des femmes défenseuses des droits humains ont été victimes de menaces et de manœuvres d'intimidation de la part d'agent-e-s de l'État et d'acteurs non gouvernementaux. La plupart des cas n'ont pas été déclarés à la police par manque de confiance dans les forces de sécurité, qui n'enquêtent jamais sur ces menaces et ne prennent aucune mesure pour les faire cesser. Celles qui ont malgré tout signalé des menaces n'ont reçu ni soutien ni protection.

Une série de violentes attaques, dont des homicides, et de manœuvres d'intimidation contre des journalistes a mis en évidence de manière encore plus criante l'érosion constante de la liberté d'expression.

Nai, un organisme de vigilance au service de la liberté de la presse, a signalé pendant l'année plus de 150 attaques visant des journalistes et d'autres professionnels des médias, ainsi que des locaux hébergeant des

médias. Ces attaques, commises aussi bien par des agent-e-s de l'État que par des acteurs non gouvernementaux, ont notamment pris la forme d'homicides, de coups, de détentions, d'incendies volontaires, d'agressions et de menaces.

Nai a indiqué qu'elle avait signalé aux autorités, en 2016, au moins 240 cas de violences à l'égard de professionnels des médias, notamment des reporters et des journalistes. Or, un an plus tard, les pouvoirs publics n'avaient pris aucune mesure à ce sujet et personne n'avait été traduit en justice.

Dans tout le pays, la population risque de subir des actes de torture et d'autres mauvais traitements, et la lutte contre l'impunité n'avait guère progressé. Le Comité contre la torture des Nations unies a constaté « une acceptation généralisée et une légitimation de la torture dans la société afghane ».

Nombre des personnes soupçonnées de porter une responsabilité pénale dans ces pratiques ont continué à occuper de hauts postes dans l'appareil d'État, y compris au sein du gouvernement.

Des groupes armés, dont les talibans, ont continué à commettre des crimes de droit international, notamment des homicides, des actes de torture et d'autres atteintes à titre de châtimement pour des infractions supposées. Les exécutions et les sanctions sévères imposées par la justice parallèle constituaient des actes criminels reconnus par la loi et, dans certains cas, des crimes de guerre.

Scène d'un attentat suicide à Lashkar Gah en Afghanistan.

